

G8: «silence radio» au Conseil fédéral

Le Conseil fédéral ne réagira que vendredi aux événements qui ont secoué Genève ce week-end. Lors de sa prochaine séance plénière. D'ici là, une consigne de silence a été passée à tous les départements concernés. "Nous voulons d'abord faire une analyse approfondie des enseignements qu'il faut tirer de ces manifestations", explique le porte-parole du Gouvernement Achille Casanova. "Les sentiments de l'un ou l'autre des membres du Gouvernement n'apporteraient rien de positif". Après avoir hésité pendant deux jours à répondre à la presse, tant Ruth Metzler que Micheline Calmy-Rey et Pascal Couchepin (photo) ont finalement refusé de s'exprimer avant la réunion du Conseil fédéral.

Ce dernier s'est toutefois hasardé hier, devant le Conseil des Etats, à un début de réaction. Lors de l'examen du rapport annuel sur la gestion du Conseil fédéral, il a admis les "limites du fédéralisme" dans la préparation du sommet. "Nous aurions dû avoir, au niveau fédéral, un coordinateur qui parlait avec un coordinateur cantonal." Pour le Valaisan, "tout n'a pas été parfait", dans l'accueil des participants au sommet et dans l'encadrement des manifestants. "Mais cela est aussi dû à des doctrines d'engagement différentes d'un canton à l'autre ainsi qu'à une attitude politique différente. Nous devons tirer des leçons de cette affaire". Pour le conseiller fédéral, la gestion de la sécurité d'événements de grande envergure est toutefois en nette amélioration, en Suisse. "Nous avons beaucoup progressé depuis le Forum économique mondial il y a deux ans".

Condamnation des violences

Dimanche déjà, la délégation à la sécurité du Conseil fédéral qui réunit Micheline Calmy-Rey, Samuel Schmid et Ruth Metzler avait vertement condamné les violences de Genève et Lausanne. "Ces agissements ont non seulement mis en danger des vies humaines et des biens mais ils ont aussi empêché des milliers de personnes de défiler dans l'ordre".

Durant sa séance de vendredi, le Conseil fédéral devra se pencher sur l'épineuse question de l'indemnisation des victimes de casseurs. Il devra surtout recommencer à plancher sur l'éternelle quadrature du cercle de la sécurité intérieure: comment assurer un meilleur contrôle de Berne lors de grands événements sans trop marcher sur les plates-bandes des cantons. Quant au fond de sa pensée sur la conduite des autorités genevoises, il la gardera sans doute soigneusement par-devers lui.

Commentaire

Pourquoi Berne se tait

Marc Bretton

Une partie des vitrines genevoises est en miettes, le Conseil d'Etat est K.-O. debout, la police est au bord de la crise de nerfs. Pendant ce temps, Berne se tait. Impossible d'obtenir du Conseil fédéral le plus petit commentaire sur la situation genevoise. Hier, seul Pascal Couchepin s'est hasardé à avancer que la coordination entre cantons et Confédération n'avait pas été excellente lors de la préparation du sommet. Quand Jacques Chirac remercie, certes un peu hypocritement, la Suisse, Lausanne et Genève de leur contribution au Sommet du G8, la Confédération ne dit mot. Pourquoi? Plusieurs raisons expliquent ce silence. Des raisons légales pour commencer. Les cantons étant aux commandes pour assurer l'ordre public, Berne n'a tout simplement pas à se manifester. Le principe de subsidiarité fait taire la Confédération: "Berne a donné à Genève toute l'aide qu'elle demandait. Que peut-elle faire de plus maintenant?", s'interroge le radical John Dupraz. Le socialiste De Dardel pense d'ailleurs qu'il n'est "pas gênant que la Confédération prenne son temps". Il faut dire que De Dardel craint par-dessus tout que la Confédération profite de l'occasion pour mettre sur pied une police fédérale.

Des raisons plus psychologiques expliquent aussi le silence bernois. Les relations entre notre canton et Berne étant troublées depuis quelques mois, le gouvernement fédéral a peut-être souhaité calmer le jeu: "Il y a déjà eu suffisamment de couacs entre Berne et le canton", analyse par exemple le conseiller national libéral Jaques-Simon Eggly. On peut évoquer ici les plaintes amères de Ruth

Metzler relatives à la tardive demande genevoise de policiers supplémentaires et de renforts allemands ou encore les rappels à l'ordre musclés de Pascal Couchepin. "Face à de tels événements même la communication après coup est problématique", explique le libéral. D'autant plus que la Confédération et un certain nombre de cantons pensent beaucoup de mal de la manière dont Genève et Vaud ont géré l'avant-G8 et les manifestations. Comment dire diplomatiquement des choses désagréables, voilà le défi!

Si Berne évite les couacs en se cantonnant dans le silence, elle n'évite toutefois pas de paraître indifférente à ce qui s'avère une crise majeure pour Genève. Les citoyens apprécient aussi de savoir que les autorités ne sont pas insensibles à leurs malheurs. Ce n'est pas ce message qui leur est adressé ces jours. La Confédération ne pourra pas éternellement se taire. La question des indemnisations des dégâts est en effet pendante. Selon l'accord passé en mars entre la France et la Suisse, la France a accepté le principe d'une participation au paiement des dégâts collatéraux du G8. Reste à savoir combien la République mettra. On attendrait enfin une analyse plus détaillée que celle esquissée par Pascal Couchepin sur les dysfonctionnements enregistrés entre les cantons et la Confédération pendant la préparation du sommet. De la réponse à ces questions dépend probablement l'avenir de l'organisation de rencontres internationales dans ce pays.